



Assemblée générale

Distr. générale
30 mai 2017

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente-cinquième session

6-23 juin 2017

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris
le droit au développement**

**Exposé écrit* présenté conjointement par Association
Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, Alliance Creative
Community Project, ANAJA (L'Eternel a répondu),
Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance,
Association pour les Victimes Du Monde, Association
Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA),
L'Observatoire Mauritanien des Droits de l'Homme et de la
Démocratie, Society for Development and Community
Empowerment, organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 mai 2017]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.



Des personnes détenues sans inculpation sous PTA au Sri Lanka*

L'Acte de Prévention du Terrorisme (PTA) et la Emergency Regulations (ER) ont entraîné des arrestations arbitraires, des détentions prolongées sans accusation, de très longues affaires judiciaires, plusieurs procès contre une seule personne, des conditions de détention inhumaines, des délais de mise en liberté de plusieurs années pour les personnes innocentes, des harcèlements et restrictions après libération et de nouvelles arrestations.

Bon nombre des détenus ont passé la majorité de leur jeunesse derrière les barreaux et ont vu leur santé mentale et physique sévèrement affectée suite aux détentions de longue durée, et dans le cas de beaucoup, à cause également de tortures et interrogatoires rigoureux.

Ci-dessous, se trouvent quelques résultats suite à l'examen d'une liste officielle de 181 personnes détenues à cause du PTA (en excluant celles déjà condamnées et celles effectuant actuellement leur peine d'emprisonnement), résultats obtenus grâce également aux interviews de détenus relâchés, de leur famille, de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats et des médias.

1. **18 à 19 années en détention et des affaires encore à clore** : cinq personnes ont été détenues depuis 18-19 ans (l'un depuis 1996 et les quatre autres depuis 1997) sans que leur cas soit pris en charge et que leur culpabilité, ou innocence, soit prononcée.
2. **17 années d'une affaire d'une Haute cour sans conclusion** : le cas d'une personne est toujours en cours, après avoir débuté en août 1998.
3. **15 années en détention avant de répondre aux accusations** : une personne a passé 15 années en détention provisoire avant d'être inculpée.
4. **20 détenus sur 22 n'ont pas été inculpés l'année dernière** : sur les 22 détenus listés en 2014, 20 n'ont finalement pas été inculpés quand la liste a été préparée.
5. **Détention sans inculpation depuis 2006** : une personne détenue en 2006 n'a été comparue en justice qu'en 2015.
6. **15 mois en détention avant la comparution devant un magistrat et l'inculpation** : une personne a été comparue devant un magistrat après plus de 15 mois de détention. De nombreuses autres personnes ont été détenues plusieurs mois avant d'être présentées devant un magistrat et inculpées.
7. **400 à 500 audiences sans que l'affaire ne soit conclue** : deux personnes nous ont dit que leur cas avait été étudié 400 à 500 fois durant leur détention.
8. **15 procès contre une personne dans 6 tribunaux et 4 départements différents** : beaucoup d'autres ont de multiples procès contre eux, dans des tribunaux différents. 55 des 181 détenus ont plus d'un procès contre eux, 36 d'entre eux en ont 3 ou plus. Dans certains cas, tous les procès ne sont pas mentionnés dans la liste – c'est-à-dire que même si un détenu est inculpé dans 9 affaires, seulement 6 affaires seront mentionnées dans la liste.
9. **Plus de 5-6 années avant d'être innocentée** : une mère de trois enfants a été innocentée en mai 2015, après 6 ans et 9 mois en détention. Elle avait 14 procès contre elle et a été inculpée dans 5 affaires avant d'être relaxée. Un autre homme interrogé en 2008, arrêté début 2009 a été relâché fin 2014. Cela indique que la libération des personnes détenues à cause du PTA et finalement innocentées, peut prendre plusieurs années.
10. **Arrêté de nouveau après des années de détention et interrogatoire** : une personne que nous avons questionnée a été arrêtée et relâchée après près de 3 ans, mais a été arrêtée de nouveau 6 mois après sa libération. Nous avons entendu parler d'autres personnes qui ont fait face aux mêmes circonstances.
11. **21 arrestations (ou plus) à cause du PTA de janvier à août 2015** : des familles tamoules nous ont signalé l'existence de personnes arrêtées à cause du PTA fin juillet 2015 et plus tôt dans l'année 2015.
12. **Harcèlements et restrictions après libération ou libération conditionnelle** : ceux libérés ou avec une liberté conditionnelle (sous ou sans caution) pendant l'enquête et le procès sont victimes de restrictions aux déplacements et d'expression, surveillance et intimidation, ils doivent également signer mensuellement aux postes de police et sont même arrêtés de nouveau pour des raisons similaires.

13. **Arrestation d'anciens enfants soldats sous le PTA** : un enfant qui a rejoint la LTTE (Liberation Tigers of Tamil Eelam), alors âgé de 13 ans, a été emprisonné deux fois et torturé.
14. **Conditions de détention inhumaines et torture** : la majorité des personnes détenues à qui nous avons parlées ont signalé tortures et conditions de détention inhumaines.

Le nombre actuel de détenus sous le PTA, périodes et endroits de détention

Le nombre actuel de personnes en détention sous le PTA reste inconnu. Mais en janvier, la liste des 181 personnes a été établie. Celle-ci comprend uniquement les personnes détenues dans les 11 établissements pénitentiaires sous autorité du Département des prisons. Ce nombre est sûrement élevé, comme il n'inclut pas celles détenues à Boossa et dans les lieux de détention tels que le TID (Terrorist Investigation Department) à Colombo.

La plupart des détenus sous le PTA et ER sont transférés dans des maisons d'arrêt après avoir été emprisonnés dans d'autres endroits tels que ceux mentionnés ci-dessus, et ainsi, la période actuelle de détention peut seulement être plus longue que celle indiquée dans la liste que nous avons examinée. Mais lorsque nous ne connaissons pas la date d'arrestation, nous prenons la date d'incarcération comme date de détention.

Cela indique que 219 personnes (134 + 85) qui sont détenues sous PTA n'ont pas été inculpées ou leur dossier est toujours en cours. Ceci inclut probablement ceux dans la liste mentionnée au-dessus. Ce chiffre est susceptible de s'accroître comme d'autres arrestations sous PTA ont été indiquées en juillet et août 2015. On ne peut être certains si ceux à qui on a donné une caution sont ceux qui ont été inculpés, non inculpés ou ceux faisant appel.

Aucune preuve contre le leader de la LTTE pendant 7 ans, mais d'autres sont détenus sans inculpation

La section « accusation » dans la liste des détenus sous PTA indique que certaines personnes ont été détenues depuis 2006, 2008 et 2009 sans être inculpés, pour des motifs tels que « Encouragement à la LTTE », « Soutien à la LTTE », « Terroriste de la LTTE ».

Accusation concernant des centres de détention secrets

Il y a eu de nombreuses accusations concernant des centres de détention secrets, connus pour torture sous l'ancien gouvernement de Rajapaksa, où beaucoup de familles réclamaient leurs proches détenus. L'ancien gouvernement de Rajapaksa et l'actuel gouvernement ont vigoureusement nié l'existence de tels centres de détention. Le premier ministre, Ranil Wickramasinghe, affirma que « les personnes disparues sont soit morts à cause du conflit, soit vivent à l'étranger. »

Cependant, des révélations médiatiques choquantes ont indiqué que les informations données aux tribunaux par un officier chargé de l'enquête de la CID (Crime Investigation Department) et par plusieurs officiers de la marine qui ont parlé et servi à manger aux personnes détenues dans de tels centres. Un de ces centres dirigé par la Marine est appelé « Gun Side » à Trincomalee.

Dans un rapport écrit par l'International Truth and Justice Project – Sri Lanka (ITJP) fin juillet 2015, il est cité 8 affaires d'enlèvements dans un fourgon blanc, détention illégale, torture et abus sexuel en 2015. Nous avons eu connaissance d'une affaire cette année, où un homme a été enlevé au bord d'une route dans le nord, détenu dans un centre de détention secret, interrogé et brutalement torturé. Quelques jours plus tard, le détenu a pu s'échapper, s'est caché et a réussi à fuir à l'étranger.

Un haut responsable du TID a confirmé à un avocat que 20 personnes ont été arrêtées sous PTA de janvier à août 2015.

Jeyakumary a été une ardente défenseuse et a fait campagne contre les disparitions dans le nord. Comme conséquence directe de ceci, elle a été victime de nombreuses menaces et intimidations semble-t-il par les services de renseignements du pays.

Le célèbre TID (« Terrorrist » Investigation Division) a détenu au moins 23 Tamouls originaires du nord et de l'est du pays, emprisonnés dans diverses prisons depuis le 29 mars 2016. Les enlèvements ont été opérés avec des fourgons blancs ainsi que des prises d'otages des membres de la famille. Une des victimes est une femme, qui a été détenue sous PTA à Vavuniya.

V.S. Sivakaran, connu pour son franc-parler concernant le génocide de Colombo a été arrêté sous PTA et relâché 24 heures après par le TID. Le secrétaire de ITAK Youth Wing (Illankai Tamil Arasu Kachchi), qui dirige un hebdomadaire originaire de Mannar, a été arrêté à son bureau à Mannar le mercredi 23 avril 2016.

*Swiss Council of Eelam Tamils (SCET), Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, des ONG sans statut consultatif partagent également les opinions exprimées dans cet exposé.